Extrait du Association pour l'Économie Distributive

http://www.economiedistributive.fr/L-imposture-monetaire

LES DOSSIERS DE LA GRANDE RELEVE

"L'imposture monétaire"

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 849 - octobre 1986 -

Date de mise en ligne : mardi 1er avril 2008

Date de parution : octobre 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ce livre est paru* peu avant les Ã©lections qui ont portÃ© la gauche au pouvoir. Il est signÃ© « Thomas Lefranc », pseudonyme recouvrant un collectif de neuf personnalitÃ©s appartenant au secteur bancaire ou financier franÃ§ais.

L'analyse de cet ouvrage aprÃ¨s l'Ã©pisode socialiste est instructive dans la mesure oÃ¹ elle fait apparaÃ®tre que les suggestions faites dans « L'Imposture MonÃ©taire » par ce groupe de travail de la commission Ã©conomique du Parti Socialiste n'ont pas Ã©tÃ© appliquÃ©es par ce dernier car elles allaient trop loin et surtout rÃ©vÃ©laient une tendance antimercantiliste tout Ã fait dans le sens d'une vÃ©ritable transition Ã l'Ã‰conomie Distributive !

AprÃ¨s l'histoire de la monnaie, « mangÃ©e aux mythes », l'opposition classique du keynÃ©sianisme Ã la thÃ¨se classique de Say est bien relevÃ©e : ce n'est pas l'offre qui dÃ©termine automatiquement la demande mais bien celle-ci (Ã condition d'Ãªtre solvable, ce que n'indique pas Keynes) qui dÃ©termine l'offre globale. Le monÃ©tarisme de Friedmann est bien dÃ©noncÃ© Ã©galement (le renard dans le poulailler).

Mais toutes ces thÃ©ories classiques supposent avec optimisme (sinon irresponsabilitÃ©) l'existence d'un « homo-Sconomicus » jouissant d'un revenu permanent ! I l faut donc reconsidÃ©rer les thÃ©ories en vigueur et chercher un « nouveau modÃ¨le monÃ©taire ».

L'Etat a perdu son pouvoir rÃ©galÃ©en : « il se contente d'une action globale sur la masse monÃ©taire, mais reste neutre face aux sacro- saints mÃ©canismes du marchÃ© ». Les vÃ©ritables acteurs du jeu Ã©conomique et monÃ©taire, donc politique Ã terme, sont les banques, dont la monnaie scripturale « constitue prÃ¨s de 80 % de l'ensemble de la masse monÃ©taire » ! Le capital et les rÃ©serves des banques inscrites « ne reprÃ©sentent pas 5 % de l'ensemble des crÃ©dits consentis Ã la clientÃ¨le ». La part des billets dans la masse monÃ©taire est passÃ©e de 36 % en 1964 Ã moins de 25 % en 1981. Au 1er janvier 1979, le compte des banques inscrites a fait apparaÃ®tre un dÃ©passement de 16,67 % de la masse des crÃ©dits (700 milliards) par rapport Ã celle des dÃ©pÃ´ts (600 milliards). Mais le taux de rendement avouÃ© n'est que de 12.6 % pour 1978.

La banque, « bras sÃ©culier du capital », n'est pas aimÃ©e, souvent Ã bon droit mais sans raisons trÃ¨s prÃ©cises car ses opÃ©rations sont occultes pour le public. Si 15 000 entreprises disparaissent tous les ans en silence, faute de fonds propres, c'est parce que, en fait, l'Etat fait prendre aux banques, par l'encadrement du crÃ©dit, la responsabilitÃ© d'une mÃ©decine anti-inflationniste symptomatique et superficielle.

Les comptes officiels ne reprÃ©sentent plus la rÃ©alitÃ© mouvante : les masses « M2 » ou « M3 »** n'ont par exemple pas enregistrÃ© l'injection, en 1980, de 46,5 milliards en Ã©missions d'obligations.

On ne mesure pas non plus la vitesse de circulation monÃ©taire, dont on sait seulement qu'elle augmente au fur et Ã mesure du resserrement du crÃ©dit. L'Etat est dÃ©connectÃ© de la rÃ©alitÃ© monÃ©taire pour ne pas en prendre politiquement la responsabilitÃ©, faisant gÃ©rer la crise, qu'il devrait tenter de rÃ©soudre, aux privÃ©s. « DÃ©sormais, l'encadrement du crÃ©dit est devenu en France le seul moyen de la politique monÃ©taire ». Le rÃ´le de la Banque de France est quasi nul car entiÃ¨rement au service des banques : les droits de tirage automatiques sur la banque centrale sont, depuis 1977, supÃ©rieurs aux actifs acquis par cette mÃªme Banque sur le marchÃ© monÃ©taire ! Le systÃ¨me des « rÃ©serves obligatoires » des banques n'a jamais Ã©tÃ© appliquÃ© en France. L'encadrement du crÃ©dit n'est finalement qu'un aveu d'impuissance de la part de l'Etat, incapable de contrÃ´ler autrement la croissance inflationniste d'une masse monÃ©taire qu'il n'Ã©met plus.

« Les pouvoirs publics ont volontairement abandonnÃ© les moyens de contrÃ´le dont ils disposaient (pour la crÃ©ation de guichets par exemple Ã partir de 1967) pour livrer progressivement le pouvoir de battre monnaie au systÃ¨me bancaire ». Ils ont voulu faire le jeu d'un capitalisme sans concession en supprimant « les obstacles Ã l'exercice des lois du marchÃ© ». Les secteurs risquÃ©s, non rentables et non solvables sont condamnÃ©s Ã disparaÃ®tre, selon ce systÃ¨me. Vaer victis ! Les banques, dont la politique fondamentale est de privatiser leurs bÃ©nÃ©fices tout en socialisant leurs pertes, se trouvent bloquÃ©es par l'encadrement du crÃ©dit, qui manifeste le refus de l'Etat de participer Ã cette socialisation des risques en les renvoyant Ã l'envoyeur ; qui dÃ¨s lors rÃ©sout le problÃ¨me en le dÃ©truisant, par une coupure de la livraison de monnaie.

« Nous sommes au royaume de l'illusion. Vous croyez que le pouvoir monÃ©taire est entre les mains de la

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

puissance publique, mais en fait les rÃ©formes successives, rÃ©alisÃ©es depuis la derniÃ¨re guerre, ont bÃ¢ti un systÃ¨me Ã©conomique qui a dÃ©lÃ©guÃ© au secteur bancaire le pouvoir de battre monnaie selon les critÃ¨res de l'Ã©conomie du marchÃ© ».

Sur le plan international, l'abandon des paritÃ©s fixes en 1971 a donnÃ© une « ampleur sans prÃ©cÃ©dent aux mouvements spÃ©culatifs » et aggravÃ© la situation en internationalisant les mÃ©canismes privÃ©s, les rendant ainsi inaccessibles aux seuls gouvernants de chaque pays. AprÃ¨s l'eurodollar, monnaie flottante de comptes internationaux, est apparu l'eurofranc qui, comme le pÃ©trodollar, Ã©chappe aux comptabilitÃ©s nationales en restant sur des comptes extÃ©rieurs permettant d'Ã©luder les diverses rÃ©glementations de change nationales. Le mÃªme systÃ¨me existe sur le plan intÃ©rieur : lorsque les banques ont besoin de liquiditÃ©s, au lieu de s'adresser Ã la Banque centrale du pays, elles font appel Ã des organismes de rÃ©escompte privÃ©s, possÃ©dant leurs propres fonds de compensation, qui sont souvent les mÃªmes que ceux qui se font appeler, selon l'angle sous lequel on les prÃ©sente, « eurodollars », « eurofrancs », « pÃ©trodollars ».

MÃªme une nationalisation totale des banques par un seul pays, comme la France, ne suffirait pas Ã rÃ©soudre un problÃ¨me qui s'est internationalisÃ© pour se protÃ©ger. La masse des eurodevises (dont 70 environ sont des eurodollars) Ã©tait en 1980 d'environ 500 milliards de dollars, soit presque autant que l'ensemble des rÃ©serves officielles de change des pays du monde, 780 milliards de dollars ! Ces sommes dont du mÃªme ordre de grandeur que le fameux « endettement » mondial, qui n'est en fait que comptable (scriptural) et non Ã©conomique et rÃ©el. Ainsi, sans dÃ©cision intÃ©rieure des autoritÃ©s responsables, la Suisse a-t-elle vu, en 1978, sa masse monÃ©taire augmenter de 17 % par le seul effet du libre jeu bancaire international ! Mais si l'on calcule l'inflation sur la seule masse des piÃ¨ces et billets, encore Ã©mise par la banque centrale, on peut produire des chiffres de 3%, entiÃ¨rement contrÃ´lables mais ne correspondant qu'Ã l'argent populaire, l'argent de poche des individus !

La bancarisation internationale Ã©volue vers une association des banques avec le FMI, vers une privatisation bientÃ´t complÃ¨te et anarchique du systÃ¨me monÃ©taire international. Thomas Lefranc Ã©met ce qu'il reconnaÃ®t Ãªtre des « voeux pieux » pour un nouveau systÃ¨me : abandon de l'illusion du flottement des monnaies en revenant aux paritÃ©s fixes (mais sur une autre base que l'or) car « il est inconcevable de continuer Ã laisser au seul jeu d'un marchÃ© dont les errements montrent les faiblesses, une variable aussi essentielle que le taux de change de la monnaie. Ce sont les hommes de droite, de la vraie droite, celle qui ne croit pas que l'Ãªtre humain et la sociÃ©tÃ© humaine soient perfectibles, aussi imperceptiblement que ce soit au long des siÃ¨cles, qui ont prÃªchÃ© les changes flexibles. TÃ´t ou tard, ils auront tort ». Thomas Lefranc prÃ©conise par ailleurs une « vÃ©ritable monnaie internationale, Ã©mise par une organisation spÃ©cifique », « dont le volume serait ajustÃ© en fonction des besoins rÃ©sultant des Ã©changes mondiaux. « Puis un contrÃ´le des euromarchÃ©s par tous les Etats, et un plan d'aide financiÃ¨re au Tiers Monde » recyclant les capitaux flottants par des organismes internationaux de prÃªt Ã long terme, Ã bas taux d'intÃ©rÃªt, aux pays en dÃ©veloppement.

Thomas Lefranc se rapproche donc, par la logique de son analyse, des thÃ¨ses distributistes classiques. Il constate l'Ã©chec des « politiques monÃ©taires trop directement inspirÃ©es par les maÃ®tres Ã penser de l'universitÃ© », qui ont « constituÃ© un club international d'admiration mutuelle » ;« la vanitÃ© anachronique du dÃ©bat entre keynÃ©siens et monÃ©taristes » (politique monÃ©taire par la fiscalitÃ© et les dÃ©penses publiques ou par les taux d'intÃ©rÃªt, le budget et l'offre de monnaie). « Le dÃ©sarroi de l'internationale des Ã©conomistes libÃ©raux est devenu visible. Nous assistons en vÃ©ritÃ© Ã l'Ã©croulement du scientisme Ã©conomique officiel » La bourgeoisie n'investit pas son Ã©pargne dans le secteur industriel, Ã risques, mais prÃ©fÃ¨re la spÃ©culation immobiliÃ©re, plus juteuse pour elle. Mais « en s'adonnant ainsi aux dÃ©lices de l'Ã©conomie de rente, la bourgeoisie a en quelque sorte votÃ© contre le capitalisme industriel, mÃªme si politiquement elle lui reste attachÃ©e ». Elle n'est pas Ã une contradiction prÃ¨s.

La gauche a, instinctivement, une rÃ©pulsion pour les questions financiÃ¨res assimilÃ©es au « capital » de droite, ce qui limite ses capacitÃ©s Ã affronter le montre : « en effet, entre l'idÃ´latrie monÃ©taire de la droite au pouvoir et le refoulement monÃ©taire distillÃ© par l'idÃ©ologie marxiste et communiste, la gauche socialiste semble souvent faire un complexe dont il est grand temps qu'elle se dÃ©barrasse ». Cela

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

Ã©tait Ã©crit en 1981 ; et, en 1986, l'on peut constater qu'une telle mise en garde n'Ã©tait pas vaine !
Comme solutions proposÃ©es Ã la future gauche au pouvoir, mais non appliquÃ©es finalement par celle-ci, Thomas Lefranc prÃ©conisait la nationalisation de l'intÃ©gralitÃ© du systÃ¨me bancaire pour « restituer Ã la nation son pouvoir rÃ©galien de crÃ©ation monÃ©taire » y compris sous forme scripturale.
Cela ne serait qu'un retour Ã ce qui avait Ã©tÃ© envisagÃ© en 1945 dans le projet de loi prÃ©sentÃ© Ã la Constituante par le Ministre des Finances d'alors, RenÃ© Pleven. Lefranc reconnaÃ®t que l'existence en France de plus de 300 banques et de quelque 550 Ã©tablissements financiers est incohÃ©rente car « cette plÃ©thore n'a aucune justification Ã©conomique ». Mais au lieu, comme Gautier dans « La Monnaie au Service des Hommes », de prÃ©coniser un seul et unique Ã©tablissement central, Lefranc se mÃ©fie de la bureaucratie et prÃ©fÃ¨re une « organisation pluraliste » : « nationaliser les banques sans Ã©tatiser le crÃ©dit » ; mais avec, quand mÃªme, crÃ©ation d'une grande marque nationale d'investissement (B.N.I.).
De telles contradictions montrent les limites de l'analyse de la commission Ã©conomique du Parti Socialiste et expliquent son Ã©chec dans la pratique. Lefranc croit en effet au mythe du plein emploi et n'ose pas, malgrÃ© ses critiques sÃ©vÃ¨res, aller jusqu'Ã l'Ã©limination du systÃ¨me marchand, puisqu'il Ã©crit : « La rÃ©solution de ces problÃ¨mes structurels est nÃ©cessaire au rÃ©tablissement du plein emploi et des conditions d'efficacitÃ© des firmes du secteur marchand, l'un n'allant pas sans l'autre ». A partir de lÃ , le reste du livre ne prÃ©sente plus beaucoup d'intÃ©rÃªt malgrÃ© de grandes affirmations telles que : « la nÃ©cessitÃ© du combat contre l'inflation suppose que l'on contrÃ´le la crÃ©ation monÃ©taire par les banques », et mÃªme l'autocritique de son propre parti politique et de son « projet socialiste », qui affirme que « la source de l'investissement ne saurait trouver ailleurs que dans l'Ã©pargne des FranÃ§ais ». Ces FranÃ§ais Ã©pargnants ne sont malheureusement pas ceux qui soutiennent ce projet ! Et pourtant Lefranc s'approche des vraies solutions : « le principe nous paraÃ®t devoir Ãªtre retenu d'une suppression Ã terme du marchÃ© monÃ©taire, la Banque de France jouant le rÃ´le de ce dernier », avec mise en place concomitante d'un « systÃ¨me de contrÃ´le quantitatif de l'offre de monnaie « banque centrale » et d'une « dÃ©connexion partielle des marchÃ©s internes et externes de capitaux » (en taxant les achats de devises Ã©trangÃ¨res et en incitant Ã la facturation en devises des exportations). Mais on reste dans le partiel et Thomas Lefranc ne va pas jusqu'au bout de ses idÃ©es.
Son analyse frise souvent le distributisme, dont il semble mÃªme connaÃ®tre l'existence et la valeur. Mais il n'y fait qu'une timide allusion en conclusion de son ouvrage, tout en critiquant au passage la sociÃ©tÃ© d'abondance, prÃ©sentÃ©e comme un mythe dÃ©passÃ© par la crise actuelle. Lefranc dÃ©nonce l'erreur hÃ©ritÃ©e des Ã©conomistes classiques, selon laquelle la monnaie n'est qu'un voile qui cache la rÃ©alitÃ©, idÃ©e reprise par la gauche gestionnaire pour se dÃ©marquer d'une droite monÃ©tariste. « Ce rÃ©sidu funeste de la pensÃ©e ricardienne, doit Ãªtre sÃ©vÃ¨rement dÃ©noncÃ© ».
« Sans doute, sur le plan idÃ©ologique, le mythe reste-t-il trÃ¨s fort d'une sociÃ©tÃ© sans monnaie, non pas celle que les banquiers prÃ©parent et qui ne sera qu'un pas de plus vers la dÃ©matÃ©rialisation absolue des signes monÃ©taires, mais celle d'une sociÃ©tÃ© d'abondance, dans laquelle chacun recevra selon ses besoins ».
Mais, d'aprÃ¨s Lefranc, « la crise a mis un terme Ã cette douce illusion » ; ce qui contredit ses propres dÃ©clarations plus haut : « nous sommes au royaume de l'illusion ».
Le rÃ´le d'un groupe de travail d'une commission Ã©conomique de parti politique n'Ã©tait-il pas plutÃ´t de proposer une autre illusion, comme l'Ã©conomie des besoins, plus logique que la prÃ©sente, vÃ©cue dans l'Ã©chec.

* aux Ã©ditions « Anthropos », 12, rue du Maine Ã Paris, en 1981.
** Rappelons que M1 comprend les piÃ¨ces, billets, dÃ©pÃ´ts Ã vue, transmissibles par chÃ¨ques, que M2 comprend les comptes Ã terme, livrets, bons dÃ©tenus dans les banques, et M3 les dÃ©pÃ´ts dans les organismes non bancaires comme les caisses d'Ã©pargne.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive